

n° 54

7 rue Très-Cloîtres

38 000 Grenoble

04 76 63 81 41

[ecole@ecoledelapaix.org](mailto:ecole@ecoledelapaix.org)

[www.ecoledelapaix.org](http://www.ecoledelapaix.org)

[facebook.com/ecole.delapaix](https://www.facebook.com/ecole.delapaix)

# La lettre de l'Ecole de la paix



Lettre d'information  
Janvier 2014

Pour l'Ecole de la Paix, 2013 se termine de très belle manière : nous venons d'être récompensés (voir page 3) pour notre action partenariale de prévention de la violence auprès des jeunes grenoblois, de la maternelle au collège.

Mais 2013 restera pour nous marquée par notre implication dans la réforme des rythmes scolaires (voir page 6). En recrutant, en septembre, deux animatrices nous avons fait le pari ambitieux d'utiliser les trois quarts d'heure libérés chaque jour pour proposer à plus de 300 écoliers, du CP au CM2 des activités éducatives. A travers le jeu, le théâtre, l'échange et le partage d'idées les enfants prennent peu à peu conscience de leurs droits et de leurs devoirs. Ces animations, bien que courtes, font appel aux valeurs clés de l'Ecole de la paix et nous permettent de participer à la formation des citoyens de demain. Ce pari réussi démontre clairement l'appartenance de L'Ecole de la Paix à la communauté éducative grenobloise.

2014 est le centenaire d'un horrible conflit mais c'est aussi le 25ème anniversaire de la chute du mur de Berlin et de la fin du rideau de fer qui ont permis à plus de cent millions d'habitants de (re)découvrir la démocratie, cette belle invention humaine qui nous permettra en mai d'élire nos représentants européens.

Au nom de l'Ecole de la Paix je vous souhaite une excellente année 2014.



Benoît Mollaret  
Président de l'Ecole de la Paix



## SOMMAIRE

- 4** **PRIX** - L'Ecole de la Paix récompensée à l'Assemblée nationale !
- 5** **EDUCATION** - Un nouvel outil pédagogique : "La violence ne passera pas par moi"
- 6** **EDUCATION** - Je réaménage le temps scolaire, tu réaménages le temps scolaire, il...
- 8** **VUE D'AILLEURS** - Défis et implications de la paix en Colombie
- 10** **VUE D'AILLEURS** - Vivre normalement à Tel Aviv: est-ce possible?
- 12** **ENTRETIEN** - "La démocratie malienne vue par de jeunes Maliens"
- 14** **CARNET DE VOYAGE**- Un nouveau film de l'Ecole de la paix projeté en avant première à Phnom Penh
- 15** **CARNET DE VOYAGE**-Sur la route de Bamako
- 16** **INITIATIVE** - Grenoble Habitat s'engage aux côtés de l'Ecole de la Paix

PRIX

**Agnès Hugonin, Vice-présidente de l'Ecole de la Paix**

## L'ECOLE DE LA PAIX RÉCOMPENSÉE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE !



👉 La remise des prix, de la 3e édition du concours « S'engager pour les quartiers », s'est déroulée le 18 décembre dernier à l'Assemblée nationale, en présence de son Président, Claude Bartolone, et de François Lamy, Ministre délégué chargé de la Ville.

A l'initiative de FACE (Fondation Agir Contre l'Exclusion) et de l'ANRU (l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), le concours annuel «S'engager pour les quartiers » est organisé en partenariat avec l'Acse (Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances), l'Union Sociale pour l'Habitat, la Fondation Macif, GDF SUEZ et Terre Plurielle - Fondation d'entreprise de Bouygues Construction. Le Fonds Social Européen apporte son soutien.

Ce concours d'innovation économique et sociale récompense des projets contribuant durablement au développement économique et à la cohésion sociale des quartiers. Les projets et actions sélectionnés sont co-construits avec les acteurs locaux, garantissant ainsi leur solidité et leur pérennité. Ils sont également primés pour leur exemplarité et leur impact économique et social.

L'Ecole de la paix a présenté son action « Prévenir les violences et agir pour la citoyenneté » menée dans quatre quartiers grenoblois (Mistral, Village Olympique, Teisseire, Villeneuve) auprès des jeunes de la maternelle au collège, en passant par l'école élémentaire et les structures socioculturelles. Plusieurs partenariats établis permettent de développer une éducation au vivre-ensemble par le respect de l'autre, des règles et des lois. Nous faisons intervenir la Justice, la Police Nationale, Le SDIS (Service départemental d'incendie et de secours), le CODASE (Comité Dauphinois d'Action Socio-Educative), le bailleur social Grenoble Habitat ainsi que la compagnie Imp'ACTE. Ce dispositif de sensibilisation au vivre ensemble innove sur deux points principaux. Il propose un ensemble d'outils et d'actions créés et expérimentés par l'EDP, dans un "continuum éducatif" par des outils et des animations de la maternelle au collège. Il traite aussi la prévention de la violence sur l'ensemble d'un territoire plutôt que sur un établissement.

Parrainée par l'Union Sociale pour l'Habitat, la thématique pour laquelle L'Ecole de la paix a été lauréate est « vie quotidienne et lien social ». Il a été attribué à notre association un prix de 10 000 euros.

Ce prix marque la reconnaissance de l'ensemble du travail accompli par l'EDP en matière d'éducation au vivre-ensemble auprès des jeunes, d'un partenariat multiple et d'une possibilité d'essaimage. Nous en sommes fiers et remercions la fondation FACE, l'ANRU et l'USH.



Agnès (à gauche), M. Jean-Louis Dumont - Président USH et Benoît Mollaret (à droite)

Agnès Hugonin

# ↳ LES BRÈVES

## Exposition "Traces" de Capponi

Un siècle après, Benoît Capponi nous présente des photographies de lieux évoqués dans des écrits de soldats de la première guerre mondiale. Il nous propose une autre lecture que celle d'un carnet ou d'une lettre, en nous montrant que ce coin de forêt, ce bord de route, ce champ aujourd'hui cultivé, ont été le théâtre de tant de drames humains.

**Du mercredi 8 janvier au samedi 1er février**



**Alter-Art**

75 rue Saint-Laurent  
38000 Grenoble  
06 75 70 13 52

## 40ème Café de la Paix!

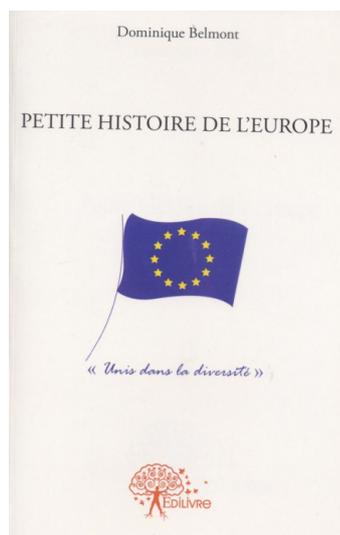
Le jeudi 23 Janvier aura lieu le 40ème Café de la Paix animé par André Burnet, professeur de philosophie à la retraite. Celui-ci abordera le thème: "Faut-il oser l'altruisme?", le café se déroulera dans nos locaux de la rue Très-Cloîtres de 18h à 20h. L'entrée est libre alors n'hésitez pas à venir échanger avec nous !



## Petite Histoire de l'Europe de Dominique Belmont

" Il n'y a pas d'avenir fécond sans passé vivant".

Cet ouvrage a vocation de nous rappeler les fondements historique de l'Europe et son développement au fil des siècles. Dominique Belmont, diplômé d'études supérieures d'histoire et ancien directeur de lycée privé, a voulu par ce livre transmettre son savoir aux générations futures afin que par la connaissance des faits elles construisent l'Europe de demain. Ce livre est à mettre entre toutes les mains!!



**En vente chez Edilivre, 27.50euros**

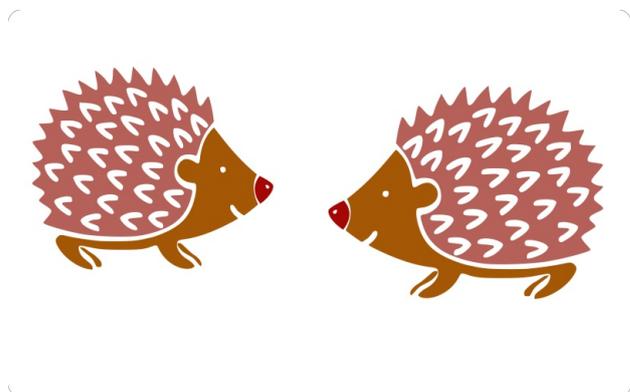
## **Suivez nous sur le web !**

- toute notre actualité sur [www.ecoledelapaix.org](http://www.ecoledelapaix.org)
- tous les articles de Territoires de paix sont sur [territoires.ecoledelapaix.org](http://territoires.ecoledelapaix.org)
- toute l'actualité du Réseau France Colombie sur [reseaufrancecolombie.wordpress.com](http://reseaufrancecolombie.wordpress.com)

Sans oublier Facebook!

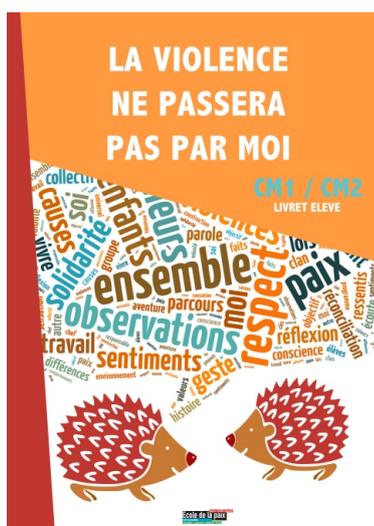


# UN NOUVEL OUTIL PEDAGOGIQUE : « LA VIOLENCE NE PASSERA PAS PAR MOI »



### Un outil qui ne manque pas de piquant !

Un nouvel outil voit le jour pour cette fin d'année 2013, grâce au travail et à la réflexion pointue de Catherine Rouhier et Liliane Denjean qui se hérissent contre la violence ! Sa cible ? Il s'adresse aux élèves de CM1, CM2 mais aussi aux 6ème et 5ème. L'objectif visé ? Permettre d'opérer progressivement des transformations dans la conscience des élèves vis-à-vis de la violence et vis-à-vis d'eux-mêmes. On incite les enfants à réfléchir sur la violence et à prendre conscience de leur propre violence, à travers des supports sélectionnés pour leur mordant comme des contes, des images, des dessins... Pour cela, chacun reçoit un carnet personnel, où il est invité à réaliser, à la pointe de son stylo, les travaux synthétisant la progression des 8 séances proposées, mais aussi où il peut se livrer à un questionnement individuel et une introspection aiguisée...



A l'image des 2 hérissons illustrant la couverture de ce carnet destiné aux plus jeunes, je ne résiste pas à la tentation de vous faire partager un extrait poignant de la parabole des porcs-épics, d'après Arthur Schopenhauer. « Par une froide journée d'hiver, des porcs-épics se rassemblent en groupe serré pour se garantir mutuellement contre la gelée par leur propre chaleur. Mais tout aussitôt ils ressentent les atteintes de leurs piquants, ce qui les fait s'éloigner les uns des autres. Quand le besoin de se réchauffer les rapproche à nouveau, le même inconvénient se renouvelle, de façon qu'ils sont ballotés de çà et de là entre les deux souffrances, jusqu'à ce qu'ils finissent par trouver une distance moyenne qui leur rend la situation supportable... » A méditer par ces froides journées d'hiver !

Virginie Zanetti

# JE RÉAMÉNAGE LE TEMPS SCOLAIRE, TU RÉAMÉNAGES LE TEMPS SCOLAIRE, IL...



👉 L'École de la Paix a fait le pari de proposer une série d'animations dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires aux services « éducation » de nombreuses villes de l'Isère avec lesquelles nous sommes en relation. Dès la rentrée, nous avons commencé celles-ci auprès d'élèves âgés de 6 à 10 ans des écoles primaires de Crolles et Voiron.

Nouvelles recrues à l'École de la Paix, ma collègue, Virginie Zanetti et moi-même, avons dû nous immerger dans l'immense fonds pédagogique de la structure. Soutenues par Catherine et Liliane, deux bénévoles à l'origine de la création de ces outils, nous avons pu comprendre la pédagogie de l'École de la Paix, et contribuer à poursuivre ses objectifs. Nous les remercions chaleureusement, ainsi que les autres bénévoles et salariés qui nous ont accueillies.

### Proposer une pédagogie ludique

Nous sommes parties d'un constat : le cadre du périscolaire n'étant pas celui du temps scolaire à proprement parler, il nous fallait nous adapter à ses spécificités, et à ses contraintes. Nous ne disposons en effet que de trois quart d'heure avec chaque groupe d'enfants. Nous voyons ceux-ci une fois par semaine, et ce, d'un cycle de vacances à un autre – par exemple de la rentrée aux vacances de Toussaint - à raison donc de sept séances en tout et pour tout.

C'est peu, d'une part pour mener une séance construite, et d'autre part pour suivre un groupe sur la durée, tisser des liens de confiance avec les enfants, et simplement retenir leurs prénoms.

Les objectifs sont ainsi plus limités que dans le temps scolaire. Ils restent néanmoins ambitieux, faisant appel aux valeurs clés de notre association. Nous proposons des séances allégées en termes de contenu écrit, privilégiant l'expression orale et corporelle des enfants. Nous nous basons sur le ludique, avec en particulier du mime et du théâtre.



### Développer du savoir-être

Parmi les outils pédagogiques proposés par l'École de la Paix, nous avons choisi de travailler sur le conte du Roi Bolduck pour les plus petits (CP-CE1-CE2) et de partir de l'outil pédagogique « Des lois pour vivre ensemble » avec les grands (CM1-CM2) en les adaptant beaucoup.

Le conte du Roi Bolduck permet de travailler sur la notion de toute-puissance, qui s'incarne dans le personnage d'un roi autoritaire. Les exercices sur les émotions et l'expression corporelle permettent de faire vivre aux enfants les situations problématiques, et ainsi de développer leurs capacités d'empathie. En distinguant la toute-puissance de l'autorité, nous mettons en garde les enfants contre la toute-puissance dont ils peuvent être, selon les circonstances, victimes ou auteurs. Nous nous appuyons sur le conte, qui plaît beaucoup aux enfants, afin de susciter l'imaginaire et de créer des « images mentales »



En outre, nous faisons le lien avec le vécu des enfants, en les faisant participer et partager leurs expériences lors de moments de discussion. Pour les plus grands, les objectifs sont globalement identiques. L'animation sur "les lois pour vivre ensemble" se passe sous la forme de saynètes de théâtre forum. Une situation problématique est jouée par les enfants, comme par exemple une scène d'incivilité à la cantine, sur la route, de racket...

A partir de là, les spectateurs sont invités à proposer des solutions, et de venir les jouer. Ensemble, nous discutons pour analyser quelles semblent être les meilleures solutions envisageables, en fonction des circonstances.

Ainsi, les enfants sont rendus acteurs, et prennent conscience qu'il leur est possible d'agir, soit par eux-mêmes, soit en faisant appel à un adulte responsable. C'est l'affirmation des droits de l'enfant.

L'idée est de prendre conscience de la nécessité des lois, et, tout comme

pour le conte du Roi Bolduck, que les enfants comprennent par eux-mêmes cette loi fondamentale : « *Je ne peux pas faire de l'autre ce que je veux. L'autre ne peut pas faire de moi ce qu'il veut.* »

#### **Conclusion :**

Il ne faut pas occulter deux difficultés qui résident l'une dans la fatigue des élèves à qui il n'est pas accordé de pause et l'autre dans les moyens matériels accordés à cette réforme (les salles proposées peuvent être très bonnes comme elles peuvent gêner grandement les interventions). Nous en avons fait part à la collectivité concernée qui les a pris en compte et qui devrait apporter des correctifs notoires pour le mois de janvier 2014.

Cependant, soulignons aussi que des échanges intéressants ont pu être faits avec les enfants. En outre, arrivent des demandes d'enseignants mis au courant du contenu de nos animations pour que l'Ecole de la paix intervienne dans leurs classes.

La co-construction éducative que nous appelons de nos vœux, à l'Ecole de la paix, n'est pas toujours facile, mais elle nous responsabilise et nous fait participer à la construction du citoyen de demain.

Marie-Stéphane Gryson

# DÉFIS ET IMPLICATIONS DE LA PAIX EN COLOMBIE

 Le Réseau France Colombie Solidarités a organisé, le 16 août dernier, une conférence sur « La paix en Colombie : défis et implications » à Medellin, en collaboration avec l'Université Nationale Ouverte et à Distance (UNAD en espagnol). L'École de la Paix a été invitée à participer à cette rencontre qui a réuni plus de 170 participants.



### "Comment parler de ce que l'on ne connaît pas ?

Cette phrase fait allusion à la méconnaissance des Colombiens de la paix civile. Sur les deux siècles d'histoire républicaine, un même modèle s'est répété de manière plus ou moins forte. Des luttes fratricides se sont produites, favorisées par des désirs de pouvoir, galvanisées par de fausses idées de liberté, d'équité et de justice. Des séquences interminables d'injustice, de pauvreté ont été déclenchées par des dirigeants politiques à des fins électorales. Ces derniers, après avoir atteint leurs objectifs, oublient leurs promesses et laissent les citoyens toujours plus désespérés et méfiants envers la politique. Ces mécanismes engendrent des mouvements de désobéissance civile mais également des actes de violence cruels et dévastateurs.

Il est difficile de parler d'un « Etat de paix », car, à aucun moment dans leur histoire, les citoyens colombiens n'ont pu réellement en bénéficier. Cependant, la Colombie a connu quelques époques de cessation de conflits et de négociation, qui permettaient aux leaders des mouvements armés la réorganisation des forces émietées par le conflit. L'on parle ici de séquences d'espoirs et de tromperies. C'est le lot des négociations politiques entre les gouvernements successifs et les guérillas, depuis les années 80.

Ainsi les Accords de « La Uribe » en 1984 ont permis de démobiliser l'ELN, groupe guérillero : les membres de ce groupe armé ont voulu lutter pour leur cause par la démocratie, entendons par là par les urnes, en créant leur

parti politique comme cela avait été convenu lors des négociations.

Cependant les divergences politiques au sein du parti ont donné lieu à ce que l'on appelle aujourd'hui un « génocide politique », plus de 3 000 partisans et chefs de ce mouvement ayant été assassinés à la fin des années 80. Il y a eu aussi la séquence dite du « Caguan », du nom de cette vaste région où se sont déroulées les négociations entre le Gouvernement Pastrana et les FARC, en 1998. Région démilitarisée pour l'occasion, comme signe de bonne volonté du Gouvernement. Mais les négociations ont échoué, les FARC se sont réarmés, remobilisés. Résultat, en 2002, avec l'arrivée au pouvoir d'Alvaro Uribe, la stratégie militaire de résolution du conflit dite la « mano dura » s'appliquera.

Des séquences répétées de conflits plus ou moins généralisés, de négociation et de calme se succèdent, avec comme seuls changements les protagonistes, les stratégies d'attaques, les modalités d'action, les types d'armes.

### « La non construction de l'autre »

Cela renvoie à l'impossibilité de disposer d'une société civile disposant d'une éthique suffisamment « mature » et à la nécessité d'un Etat de droit qui régule les comportements citoyens, jusqu'à la sphère privée. L'expression « rupture du lien social » décrit les graves conséquences laissées par la permanence du conflit armé.

\* Margarita Lopera : psychologue et psychopédagogue, professeure de l'École des Sciences Sociales, arts et humanités de l'UNAD. Juan Bayona Ferreira, diplômé en Education de l'Université d'Antioquia (Medellin), en Sciences Technologie et Santé et en études Supérieures d'ingénierie de Formation de l'ENIM (France), Directeur de l'UNAD Zone Occidentale (Medellin).

En conséquence, une partie importante de la population colombienne s'est repliée sur elle-même et tente avant tout de survivre l'adversité sans s'investir pour le pays. Certains acteurs insistent sur la nécessité de renforcer la confiance à partir d'actions réelles propices au renforcement des personnes fragilisées par des drames successifs personnels et collectifs. Ces actions doivent s'orienter vers l'éducation et l'entrepreneuriat. Les spécialistes des périodes post-conflit soulignent certes l'importance de la mise en œuvre des accords avec les négociateurs mais aussi et surtout le travail qui doit être effectué en profondeur sur les personnes qui ont été des acteurs directs ou indirects du conflit.

Deux responsables de l'UNAD témoignent pour l'Ecole de la Paix sur les défis post-conflit



Conférence du 16 Août 2013 à l'UNAD, Medellín

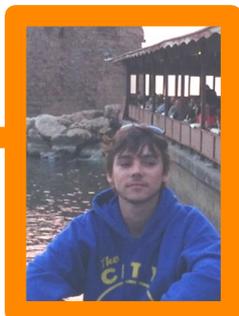
**« On ne peut effacer de la mémoire ce qu'il s'est passé, mais on peut s'en souvenir sans douleur ».**

Il n'y a pas le pardon et l'oubli. Il y a le pardon et la mémoire. Une mémoire qui permet de ne pas répéter les souffrances et qui symbolise les cicatrices du passé pour construire un avenir. Mais un avenir sans amnésie, qui doit être renforcé par la volonté d'avancer sans reproduire les erreurs du passé. C'est tout le travail de réconciliation. Il y a également un besoin de justice et d'équité pour ceux qui attendent une rétribution, ou des sanctions légales, pour apaiser leurs souffrances et compenser leurs pertes.

L'action des observateurs internationaux permet d'enrichir la réflexion sur la période post-conflit. Elle peut conseiller, orienter, apporter ses expériences et même arbitrer les accrochages qui peuvent surgir à cause des conflits d'intérêts. Mais la communauté internationale commence aussi à reconsidérer ses positions d'aide initiales en faveur d'actions plus respectueuses de l'autonomie des pays en recherche de leurs propres sorties de conflit.

Les défis soulevés par le processus de paix sont énormes. Mais il ne s'agit pas simplement d'avoir de la volonté politique mais surtout de faire émerger une volonté civile qui transforme les attitudes individualistes et indifférentes en attitudes d'ouverture et de compréhension des autres. La 1ère Conférence de Paix en Colombie a permis aux experts et aux participants de manifester diverses positions sur le conflit, la paix et la période post-conflit. Cet événement a permis de promouvoir, en alliance avec les organisateurs, les invités - gouvernement, église catholique, militaires, ONG, leaders communautaires - et la communauté universitaire, un projet de formation sur la cohabitation, la paix et la période post-conflit, qui fasse usage des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication). Pour ce faire, le campus virtuel de l'UNAD permettra de créer une proposition éducative pour les Colombiens par laquelle nous aiderons la société à « apprendre à apprendre la paix, apprendre à apprendre la cohabitation pendant la période post-conflit ».

# VIVRE NORMALEMENT À TEL AVIV : EST-CE POSSIBLE ?



**➔ Pour beaucoup, Tel Aviv évoque le conflit. A travers une politique de mémoire sélective, la ville échappe à sa réalité géographique et revendique le droit de vivre comme une ville « normale ». Au prix de fortes contradictions. Un portrait de la ville sous forme de chronique**

La ville est calme sous ses airs de fourmilière. Le samedi, les gens se baladent, planche sous le bras, direction la mer, ou vont flâner dans un des nombreux cafés de Florentine, un quartier situé dans le sud de la ville. D'autres retournent dans leur ville d'origine, partager un moment de convivialité en famille. Des étudiants travaillent dans les bars pour payer leur semestre d'études et d'autres attendent de tout dépenser le soir.

Ce portrait pourrait être celui de n'importe quelle ville européenne, ou du moins méditerranéenne. C'est pourtant de Tel-Aviv qu'il s'agit.

Ici, point de Mur, point de torture, il n'y a d'explosifs que les soldes du marché HaCarmel et les bâtiments ici sont détruits pour laisser place à de grandes tours modernes.

Tel Aviv, c'est la bulle, HaBoua, une planète hors-champ. Elle est située dans une région imaginaire, qui a gardé du Moyen-Orient le climat, la nourriture et la chaleur des gens. Elle a emprunté à la Silicon Valley l'esprit pionnier du XIXe siècle et s'inspire de la scène berlinoise, la nuit enfin tombée.

Alors que le conflit semble toujours lointain, la ville concentre son attention sur des questions politiques qui peuvent sembler bien triviales comme la complexe intégration de populations de la Corne de l'Afrique, concentrées à South Tel Aviv. Pourtant, en proportion, les taux de migration restent bien en deçà du niveau européen. Il faut savoir que la plupart des immigrants entre sur le territoire pour demander l'asile politique car la situation en Erythrée est catastrophique.



Le vieux Jaffa vu du côté de Tel-Aviv

Le Dolphinarium est un complexe massif de béton posé sur la rive. A sa grande époque, il comptait parmi les lieux majeurs de la bella vita telavivienne. Le site a beau ne plus être ce qu'il était, il sert encore de lieu de rencontre pour les jeunes, touristes et locaux, au son de l'électro mondialisée autour d'une ou deux bières. On y trouve un magasin de surf, des murs tagués de toutes parts; Le Dolphinarium, c'est aussi la cible de la plus grosse attaque kamikaze de la deuxième intifada. Le 1er juin 2001, vingt et un jeunes meurent quand un militant palestinien se fait exploser dans la file de clubbers qui attendent à l'entrée d'une des discothèques.

Pourtant, aujourd'hui, à part un petit monument de commémoration, rien ne vient rappeler cet épisode sombre au milieu d'un lieu dédié à la fête. Preuve que certaines tragédies ne font pas l'objet d'un travail de mémoire, la mairie prévoit de le détruire pour rallonger la promenade.

## Front de mer de Tel Aviv depuis Jaffa



Il en va ainsi de la mémoire en cette ville, qui court plus vite que les autres comme pour prendre de la distance avec la réalité. Les tours envahissent le paysage et détruisent le patrimoine architectural de la ville. Du moins une partie.

Si les bâtiments du style Bauhaus des années 1930 sont classés patrimoine mondial de l'Unesco, la Ville Blanche n'a pas gardé grand chose des villages arabes d'avant la guerre de 1947-1949. Jaffa la noire, phare de la culture arabe dans la région, continue de subir les coups de mortiers de la gentrification – soit le phénomène de venue des classes aisées dans un quartier - et seul le quartier célèbre d'Ajami, constitue encore un pôle urbain majoritairement arabe.

La vague de destruction des années 1950 à 1960 est repartie de plus belle depuis les années 2000. La grande plainte du Tel Aviv du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est la hausse des prix et la rareté du logement. C'est cette grogne qui avait déclenché le plus grand mouvement social que le pays ait jamais connu : 450 000 indignés dans les rues en soutien au mouvement des tentes lancé par Daphni Leef en 2011.

On dit ici que l'on ne vit qu'une fois. On peut trouver beaucoup d'explications à cet hédonisme amnésique. Un espace de pause pour des jeunes qui sortent du service militaire et qui aspirent à la même tranquillité que leurs voisins européens et américains. Une vitrine touristique

offrant l'image de pays « normal » qu'Israël cherche à vendre à l'étranger. Ou encore, si l'on a de l'espoir, beaucoup d'espoir, une expérience unique qui pourrait servir de fondation à un Israël-Palestine post-conflit. Un horizon qui paraît bien lointain vu de la planète Tel-Aviv.

Théotime Chabre

Théotime Chabre a été stagiaire à l'Ecole de la paix. Il est actuellement en semestre d'ouverture à l'université de Jérusalem dans le cadre de la formation qu'il suit à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Il nous a proposé de nous envoyer des articles « de terrain » pour le compte de l'Ecole de la paix. Nous avons accepté sa proposition et sommes heureux de vous proposer son article. Dans une prochaine lettre d'information, Théotime abordera la même question, vu sous l'angle d'une ville palestinienne.



### Anne-Sophie Bodelet, Volontaire Service Civique

## UN NOUVEAU FILM DE L'ECOLE DE LA PAIX PROJETÉ EN AVANT PREMIERE À PHNOM PENH



Projection dans le village de Koh Phdao sur le Mékong



Daniel Vin avec l'ambassadeur de l'UE M. Jean François Cautain.

Daniel Vin, administrateur à l'Ecole de la paix, vient de terminer son troisième film pour le compte de votre association préférée. Ce documentaire s'intitule « Mékong : les pièges du progrès ». Il est disponible en trois langues (français, anglais, khmer). La réalisation de ce film a été permise par le financement d'un partenaire de longue date de l'Ecole de la paix : la Fondation Charles-Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme mais aussi par un soutien d'un organisme mondial, le CGIAR (CGIAR.org) au travers de son programme CPWF (Challenge Program on Water and Food) pour l'amélioration de la gestion des ressources de l'eau et de l'alimentation.

Son film montre bien les risques qu'engendrera la construction de nouveaux barrages sur le Mékong, que ce soit pour ses habitants ou pour sa faune et sa flore. Pour cela, Daniel Vin est allé à la rencontre de scientifiques et d'habitants vivant sur le fleuve ou dans ses environs immédiats. La diversité des points de vue recueillis lui permet d'énoncer les problèmes avec conviction. Ce film a été conçu pour fournir un argumentaire simple et clair sur la situation afin d'alerter l'opinion publique sur place et à l'étranger. Plusieurs pays dépendent du Mékong. Prenant le cas du Cambodge, Daniel Vin montre que les autorités locales n'ont pris aucune mesure permettant de restreindre les dommages que pourrait coûter un tel projet. Celles-ci privilégient des enjeux économiques à court-terme.

Daniel Vin s'est rendu au Cambodge du 15 au 22 2013 pour faire la promotion. L'avant-première film s'est passée au Centre de Ressources Audiovisuel de Bophana à Phnom Penh, créé et dirigé par le réalisateur Rithy Panh. Il faut savoir que Richard Pétris, ancien directeur de l'Ecole

de la paix, connaît bien cet artiste pour l'avoir rencontré lorsque celui-ci a pris la route de l'exil à la fin du régime des Khmers rouges et s'est retrouvé à Grenoble (fait qu'il relate dans un ouvrage important paru récemment « L'élimination »).

Les projections ont été faites une fois en khmer et une fois en anglais. Ce fut l'occasion pour Daniel Vin de rencontrer des personnalités diverses, du monde associatif journalistique et politique. Le film d'une durée de 32 minutes, a été diffusé sur des chaînes locales CNC et Hang Meas TV notamment. Par ailleurs, Daniel a pu rencontrer l'ambassadeur de l'Union européenne Jean-François Cautain avec qui il a pu échanger sur la problématique du film de manière informelle.

Les retours sur le film ont été bons. Le public, qu'il soit averti ou néophyte, a su peser avec justesse le travail réalisé ainsi que le sujet qu'il porte. Du reste, les participants ont apprécié le ton non accusateur du film, condition indispensable pour éviter de "déplaire" aux autorités et de compromettre sa diffusion au Cambodge.

Daniel Vin qui est retourné sur les lieux du tournage, a été particulièrement heureux de voir les quelques 150 habitants des villages avoisinants lors de la projection qu'il leur a offerte. La sensibilisation doit continuer sur place et ailleurs. C'est pourquoi, l'Ecole de la paix a décidé d'envoyer un exemplaire de ce film à tous ses adhérents afin de le faire connaître.

Pour ceux qui ne sont pas encore membres, ce film est aujourd'hui disponible dans nos locaux au prix de 10 €

## CARNET DE Voyage

Florent Blanc, Chargé de mission

# SUR LA ROUTE DE BAMAKO



Depuis le début de l'année 2013, l'Ecole de la paix conduit un projet ambitieux visant à concevoir, tester et diffuser une méthodologie de prise en compte des spécificités des terrains de coopération dans le but de contribuer à la prévention des crises éventuelles. Pour cela, nous avons proposé au Conseil Régional Rhône-Alpes de prendre le Nord Mali, comme terrain d'étude.

Voilà donc près de douze mois que nous réfléchissons, que nous testons des pistes et des hypothèses, que ce soit au niveau du Réseau « Paix, Droits humains et développement » - dont nous faisons partie; avec les ONG rhône-alpines qui travaillent au Mali ou auprès des personnalités pertinentes au sujet des procédures qu'ils utilisent, connaissent et recommandent. En outre, nous nous sommes formés, auprès de Coordination Sud à une méthode intitulée « Do no Harm » (ne fais pas le mal) que nous avons détaillée longuement sur le site « territoires de paix ».

Après tous ces entretiens, et ces lectures, vient le temps du déplacement afin de voir si les pistes envisagées par toutes ces analyses sont en lien avec la situation malienne.

Etant donnée la situation actuelle, il m'a été impossible de me rendre à Tombouctou. En revanche, de nombreuses personnes originaires du Nord ou y travaillant sont présentes à Bamako. C'est pourquoi, j'ai effectué un déplacement sur place du 7 au 20 décembre dont vous pouvez lire de nombreux compte-rendus sur le compte Facebook de l'Ecole de la paix.

J'ai été agréablement surpris de la facilité avec laquelle j'ai pu rencontrer un certain nombre de personnalités pertinentes, qu'ils soient de la société civile, responsables politiques, chercheurs, étudiants pour comprendre, sur le terrain, comment la crise a été vécue et en tirer de nouvelles grilles de lecture. J'en reviens avec une compréhension plus forte de la situation mais aussi des besoins sur place. J'en reviens aussi avec la conviction qu'un second séjour s'impose assez rapidement afin de montrer aux acteurs rencontrés que le Mali fait partie des territoires avec lesquels l'Ecole de la paix souhaite développer des actions favorisant la culture de la paix.

Florent Blanc

# « LA DÉMOCRATIE MALIENNE VUE PAR DE JEUNES MALIENS »

 C'est dans la cour intérieure de la grande maison du Dr A. que Jean-Didier V. et moi-même organisons mardi 10 décembre 2013 un groupe de parole avec des jeunes vivant à Bamako



Une quinzaine de jeunes hommes nous attendent dans la cour assis sur des chaises et des tapis. Ils ont entre 17 et 35 ans, l'occasion pour moi de me faire confirmer qu'au Mali on est « jeune » jusqu'à 45ans. Si le propos peut prêter à sourire, il se confirme dans la composition des directions de groupes de la société civile qui représentent la jeunesse. Aucun dirigeant n'a moins de 45 ans.

La conversation débute par un tour de présentation. Je me présente et détaille qui je suis, l'organisation pour laquelle je travaille ainsi que les buts de l'échange que nous allons avoir. Pour détendre l'atmosphère je raconte un détail personnel destiné à surprendre l'auditoire.

Les buts de l'échange sont posés et sont clairs : Jean-Didier et moi sommes à Bamako pour comprendre la situation que vit le Mali et la manière dont sa population perçoit et ressent à la fois la crise qui perdure et l'échéance électorale de dimanche prochain qui doit renouveler l'Assemblée nationale malienne. J'explique que nous leur avons

demandé de venir pour que nous puissions leur demander leur avis, à eux, membres de la jeunesse malienne. Pour les convaincre de livrer leurs ressentis, j'expose l'idée que partout dans le monde, les jeunes rencontrent des obstacles à l'expression de leurs besoins et peinent à être entendus de leurs aînés et de ceux qui décident.

Dès lors, le groupe de parole doit servir de lieu d'expression libre (plus ou moins). Je dis plus ou moins parce que le groupe se tient dans un lieu qui n'est pas neutre – la demeure d'un personnage important dans la communauté touareg. Certains jeunes qui assistent à l'échange, et qui vont participer, sont employés par le Dr A. L'échange débute par un tour de présentation. Chaque jeune homme se présente.

Le premier est lycéen et passe le bac cette année. Parmi l'assemblée réunie, la plupart ont fini le lycée, certains restent un peu évasifs sur leur niveau scolaire. Plusieurs sont étudiants. Au cours de la présentation, l'un des participants annonce qu'il a 23 ans et qu'il est célibataire. Je lui demande si c'est important pour lui. Ça l'est.

La conversation débute sur le ton de la plaisanterie. Je demande pourquoi

c'est important le fait d'être célibataire. Les jeunes s'amuse de ma remarque et me répondent qu'en fait, les étudiants ne se marient pas pendant leurs études et que donc l'âge du mariage est repoussé, et surtout conditionné par le fait d'avoir un « bon » emploi durable. Ils expliquent que les jeunes qui travaillent la terre ou qui sont éleveurs se marient plus tôt, dès qu'ils ont de la terre ou du bétail.

Derrière le fait d'être étudiant, et célibataire il y a donc la question de l'emploi. Sans emploi, pas de mariage, mais surtout, disent-ils, pas de considération. J'essaie de comprendre si c'est difficile de trouver un emploi et combien de temps en général les étudiants qui finissent leurs études restent sans emploi.

Pour eux, la question du travail les ramène à celle des connections familiales. Pour l'un d'eux, qui vient de passer le concours des Instituts de Formation des Maîtres, passer le concours ne sert à rien si le candidat n'est pas connecté. De plus, les concours et les notes de l'université sont truquées et truquables pour qui peut se permettre de payer ou de faire pression.

On ressent facilement chez eux l'idée que la société est biaisée et corrompue. Il faut payer pour être nommé dans la fonction publique. La méritocratie n'existe pas. On a envie de leur demander pourquoi alors faire des études, mais le fait que plusieurs soient étudiants décourage la question. Le but du groupe de parole n'est pas de poser les questions qui pourraient fâcher ou vexer, mais d'écouter.

On passe alors à la question de l'élection. Le jeune homme assis en face de moi porte un T-shirt qui dit « *vous avez une question sur les élections 2013 ?* ». C'est un t-shirt blanc avec un message politique dont je comprends le lendemain, au cours d'une conversation avec un universitaire malien, qu'il a probablement été donné par un candidat dans les quartiers populaires. Le « tricot » est un cadeau que les candidats font avant le vote et que les populations acceptent volontiers "parce qu'un tricot reste un tricot".

Le deuxième tour des législatives a lieu le dimanche 15 décembre et, parmi l'assemblée, aucun ne semble particulièrement intéressé par l'issue du scrutin. Certains parmi les étudiants affirment même qu'ils n'ont pas voté au premier tour et ne comptent pas le faire au second non plus.

Pourquoi voter quand ceux qui se présentent ne répondent pas aux attentes ? Pourquoi voter quand on sait qu'on ne peut pas leur faire confiance ? C'est ce thème qui est repris par le groupe. Pour eux, le rôle d'un député est de contribuer à l'amélioration de sa circonscription. Ils semblent mélanger mandat local et national, intérêt local et intérêt

collectif. Apparemment, à entendre les histoires de malversation qu'ils racontent, les responsables politiques aussi semblent confondre quelques aspects de leur travail.

Globalement, le groupe s'accorde pour reprocher aux députés de ne jamais revenir dans les circonscriptions pour consulter ou informer les électeurs. Pourtant, au sujet de l'action de ceux qu'ils connaissent, notamment dans le Nord Mali, ils semblent d'accord pour dire que les députés ont œuvré pour la ville et les gens. Jean-Didier enchaîne et demande comment se passent les campagnes électorales au Mali. Il veut les amener à parler du programme des candidats. Les jeunes répondent que les candidats ont un programme mais que celui-ci n'engage pas vraiment l'action des élus. De plus, le programme ne sert pas de base à l'examen critique de l'action de l'élu quand celui-ci cherche à se représenter.

*"Le but du groupe de parole n'est pas de poser les questions qui pourraient fâcher ou vexer, mais de comprendre."*

Certains disent qu'ils aimeraient pouvoir disposer d'un moyen de révoquer un élu, le pouvoir de le virer en quelque sorte.

Ils nous expliquent alors qu'ils sont parvenus à monter une protestation il y a quelques mois pour récuser la direction de l'association des jeunes sur laquelle pesaient des soupçons de malversation. Un nouveau bureau a été élu et certains engagements semblent avoir été pris pour éviter que la direction de l'association ne se

serve de sa position pour cumuler les avantages et notamment les emplois alors que la jeunesse est désœuvrée et sans travail. Pourquoi ne pas faire la même chose avec les élus lors des campagnes électorales, leur demande-t-on candidement.

Vient ensuite la question de « et vous, si vous étiez élus, que feriez-vous ? ». La question est destinée à tester leur capacité à imaginer des solutions mais aussi à établir une priorité dans l'ordre des besoins qu'ils peuvent formuler. Les réponses obtenues sont en accord avec ce que nous avons entendu sur le rôle primordial de l'éducation et l'emploi. Il ne se distingue pas dans l'échange qui suit une particularité « jeunesse » particulière. Si le résultat n'est pas probant, peut-être que la méthode de conduite d'entretien ou bien les questions n'étaient pas les bonnes.

En conclusion, ce moment partagé permet de comprendre l'intérêt d'organiser des groupes de discussion plus ou moins homogènes pour permettre un échange. Cependant, il faut travailler pour pouvoir aller plus loin et pousser les intervenants dans leur réflexion sans les brusquer ni les contraindre. J'avais insisté en début de débat sur le fait que nous n'avions pas, Jean-Didier et moi, d'idées préconçues sur leurs réponses et que nous ne cherchions pas à valider des hypothèses ou à défendre une opinion ou une autre. De ce point de vue, l'entretien s'est bien passé.

Florent Blanc

## INITIATIVE

**Agnès Hugonin, Vice-présidente de l'Ecole de la Paix**

# GRENOBLE HABITAT S'ENGAGE AUX CÔTÉS DE L'ÉCOLE DE LA PAIX



👉 L'exposition interactive « le sentier de la guerre ou comment l'éviter » élaborée par l'EDP, s'adresse aux jeunes collégiens de 6ème/5ème. Les établissements scolaires n'ont pas toujours les budgets suffisants pour la solliciter. Nous avons proposé au bailleur social Grenoble Habitat d'avoir un partenariat visant à offrir aux collèges publics grenoblois une mise à disposition gratuite de cette exposition.

Si la mission première d'un bailleur est de construire, acheter, rénover et entretenir des logements loués à des familles aux revenus modestes, sa spécificité de bailleur social réside dans sa vocation sociale. Ainsi, par rapport aux autres bailleurs, le bailleur social est davantage engagé dans une démarche d'accompagnement social et d'amélioration du bien-être de ses locataires. Nous avons donc pensé que nous avions un lien de travail possible ensemble.

En effet, le bien être des locataires passe par le respect des immeubles et de leurs parties communes, un environnement calme, paisible où chacun peut se détendre, vivre en famille en bonne intelligence avec ses voisins. Un lieu où il fait bon « Vivre-ensemble » !

Pour l'Ecole de la paix, c'est par l'éducation que nous pouvons, que nous devons sensibiliser les plus jeunes au respect de l'autre, de les préparer à devenir citoyens.

Aussi avons-nous proposé à Grenoble Habitat la prise en charge financière de l'exposition pour quelques collèges isérois. Ce bailleur a accepté de la financer pour les 10 collèges publics grenoblois ! Une convention a été établie. Nous remercions vivement Grenoble Habitat de cet engagement.

Ainsi les collèges ont pu dès novembre dernier travailler avec leurs élèves et cela se poursuivra jusqu'en avril prochain.

L'Ecole de la paix forte de cet engagement et du prix reçu par l'Union Sociale de l'Habitat dans le cadre du concours « S'engager pour les quartiers », poursuit sa recherche de contact avec les autres bailleurs sociaux : SDH, Pluralis, Actis.....pour développer de nouveaux partenariats.

Agnès Hugonin

